



Edition 2017

AGRICULTURE, l'Algérie des possibles.

Réflexions pour une agriculture durable et assurant plus d'auto-suffisance alimentaire.

Djamel BELAID.

مهندس زراعي

L'urgence de la formation des fellahs.

« Les éleveurs d'ovins sont abandonnés à leur sort ».

L'URGENCE DE LA FORMATION DES FELLAHS
Djamel BELAID Juin 2017

Dans un de ses articles, un agro-économiste algérien faisait remarquer il y a quelques années que nous faisons reposer l'essentiel effort budgétaire sur la formation d'ingénieurs agronomes. Analysant les choses, il faisait remarquer que souvent il s'agissait d'urbains qui par la suite avaient peu de contact avec le monde paysan. Ce diagnostic est certes sévère.

Mais il est une chose, dans le cas précis de nos éleveurs de moutons, si leur savoir faire pratique est immense, il leur manque des connaissances de base essentielles.

Nos éleveurs remplissent la panse de leurs moutons de paille et d'orge. Cela n'apporte que de l'énergie, mais pas d'azote. Ils ne savent pas que tout apport d'énergie doit être couplé à des apports d'azote. Résultats, en Algérie, on gaspille l'orge donné aux animaux alors que cette denrée est rare dans la steppe.

Une technique simple de sélection consiste à peser les agneaux. A 30 jours, leur poids indique les qualités laitières de leur mère. A 70 jours, ce poids indique l'aptitude bouchères de l'animal. Ces deux éléments sont vitaux afin de rentabiliser un aliment rare en steppe. Il suffit pour cela d'une simple balance et d'un peu d'organisation. Mais cela, nous ne le faisons pas.

FORMER LES ELEVEURS

La solution passe par la formation des éleveurs de

moutons. Il y a un moyen : par le biais de la vente d'orge ou de l'accession au crédit. Le principe pourrait être le suivant : vous voulez de l'orge ou un crédit ? OK, mais alors, il vous faut assister à 4 séances de formation de par exemple 2 heures chacune. Qui pourrait donner ces séances ? Toute personne travaillant dans les circuits agricoles. Un programme simple de base pourrait être établi par les autorités compétentes. Il y a urgence à lancer un test au niveau d'une daïra et d'en tirer les conclusions pour d'éventuelles généralisation.

Mais on ne peut laisser la petite paysannerie algérienne dans cette ignorance de techniques simples. La même démarche pourrait être réalisée avec les producteurs de céréales. Certes, des équipes de l'ITGC ou de l'INPV s'activent sur le terrain, mais il faut amplifier la formation agricole de base. Nous avons des agriculteurs qui travaillent parfois comme à l'époque de l'Emir Abdel Kader.

Certes, la formation ne lèvera pas tous les blocages qui entravent le développement agricole. Mais il ouvre des portes.

Djamel

BELAID.

Ingénieur Agronome et vulgarisateur passionné.

MADR, y-a-t-il un pilote dans l'avion?

Wine ghadi bina khouya ?

ALGERIE : MINISTERE DE L'AGRICULTURE, Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION?
Djamel BELAID 23.02.2017

En Algérie, les dernières déclarations des responsables agricoles, laissent entrevoir l'agriculture saharienne comme le moyen d'assurer les besoins locaux en blé et en lait. Face aux mirages de l'agriculture sahariennes, ces responsables négligent le développement de l'agriculture en zone semi-aride qui représente 90% de la surface agricole utile du pays.

ECHECS DES MEGA-PROJETS

Il faut en effet parler de mirages car les dernières enquêtes parues dans le site Maghreb Emergent montrent que le partenaire américain choisi pour jouer un rôle primordial dans le développement agricole dans le sud n'a aucune expérience en la matière. Par ailleurs, un méga-projet précédemment mis en œuvre il y a une dizaine d'année dans la région d'Adrar s'est soldé par un échec cuisant. Les rampes des pivots rouillent encore sur place lorsqu'elles n'ont pas été récupérées par de petits agriculteurs.

LE MIRAGE DE LA GROUND WATER ECONOMY

En Algérie, le développement d'une agriculture dans le Sud est dans tous les esprits. Il s'agit de produire sur des sables des céréales, des fourrages ou du maraichage en puisant dans les nappes phréatiques (ground water economy). Les cultures sont arrosées en continu afin de compenser une évapo-transpiration de l'ordre de 2 000 mm. Les investisseurs actuels bénéficient de largesses considérables de la part des pouvoirs publics. La terre, attribuée sous forme de concessions, et l'eau sont gratuits. De ce fait le retour sur investissement peut être rapide. C'est le cas de la tomate sous serre et du blé dur. Mais cette agriculture n'est pas durable. En effet, l'eau des nappes phréatiques est salée. Au bout de 4 à 5 années d'irrigation, les sols mis en valeur deviennent stériles du fait de l'accumulation du sel apporté à chaque cycle d'irrigation. Plus grave, bien que considérables, les réserves en eau ne sont pas illimitées. Il s'agit de nappes fossile qui ne se renouvellent pas ou très peu. Déjà, en certaines zones, la profondeur des forages a dû être augmenté du fait de la baisse du niveau piézométrique.

SE RAPPELER L'ECHEC AGRICOLE SAUDIEN

Annoncé dans les années 70-80, le plan saoudien de

production de céréales et de fourrages a dû être suspendu par les plus hautes autorités saoudiennes. Le niveau des pompages avait réduit de façon drastique le niveau des principales nappes phréatiques. Aujourd'hui, le royaume saoudien est obligé d'importer la plus grande partie des céréales et de dessaler de l'eau de mer à grand coup de méga-installations très coûteuse en énergie. C'est ce qui risque d'arriver en Algérie.

LES POTENTIALITES DE L'AGRICULTURE EN SEC

Les financements accordés aux méga-projets sahariens consomment une part des aides qui pourraient être apportées au développement des autres zones du pays : régions céréalières des hauts-plateaux et steppe. Or, dans ces zones, l'agriculture reste en dehors des techniques nouvelles de dry-farming. Techniques dorénavant plus respectueuses du milieu et permettant d'améliorer le revenu des populations locales. Chaque dinar investi en zone semi-aride se traduit en une augmentation certaine de la production. Dans le sud, les méga-projets sont la plupart du temps voués à l'échec. Les fonds investis sont alors perdus, l'augmentation escomptée de la production n'est pas au rendez-vous et les populations locales restent sans emploi.

VOIES D'AMELIORATION EN AGRICULTURE EN SEC

Avec des budgets moindres, le Haut Commissariat au Développement de la Steppe a initié le développement d'ouvrages favorisant l'épandage de crues. Il s'agit d'obstacles relevant du domaine de la petite hydraulique, au coût modique. Judicieusement installés dans le lit des oueds, ils permettent l'irrigation de surfaces agricoles.

Dans le cas de la céréaliculture en sec, actuellement, le labour reste la norme. Or, cette technique est dépassée. Elle coûte cher en carburant, assèche les sols et augmente l'érosion. Le non-labour avec semis-direct est bien plus intéressant. Mais il requiert des semoirs spécifiques qui peuvent être construits localement. Or, très peu est fait actuellement eu égard à l'urgence du dossier. En Syrie entre 2005 et 2012, avec très peu de moyens, 7 petits ateliers installés autour d'Alep, ont produit 92 semoirs. Avec les moyens dont dispose le pays, nous sommes actuellement incapables de produire le dixième de ce qui s'est fait en Syrie.

NE PAS METTRE TOUS LES OEUFS DANS LE MEME PANIER

En Algérie, en zone semi-aride, l'irrigation d'appoint est un moyen d'améliorer la production agricole. Dans le sud l'irrigation continue s'avère non durable, il s'agit de lui préférer l'agriculture dans les oasis. Mais l'irrigation ne pourra jamais concerner toutes les terres agricoles. Les moyens en eau de surface et souterraine sont en effet limités. Il s'agit donc de ne pas oublier les 90% de surfaces cultivées en sec.

Ces surfaces sont occupées par des agriculteurs et non pas par des investisseurs tentant des coups de poker comme dans le sud. Aussi, les décideurs se doivent d'accorder à ce type d'agriculture toute sa place. Vue des bureaux climatisés du Bd Colonel Amirouche, une étable de plusieurs centaines de vaches laitières semble

préférable qu'à une étable de 5 à 10 vaches. Mais c'est oublier, les capacités d'intensification et de création d'emploi de ces petites structures. Par ailleurs, ces agriculteurs occupent et occuperont toujours l'espace en recherchant des stratégies d'adaptation face à un milieu naturel souvent hostile. Au contraire, ceux qui manient d'énormes capitaux et sont à la recherche d'un retour rapide de la mise de départ délaisseront le terrain à la moindre déconvenue*.

Actuellement, en Algérie, l'enjeu est entre une agriculture paysanne et une agriculture entrepreneuriale tournée vers l'export et le profit immédiat. Pas sûr que pour le consommateur, le résultat soit le même...

(*) il faut se rappeler l'échec de la méga-exploitation agricole d'Adrar.

Chute de la rente gazière, quelle stratégie?

La baisse des rentrées de devises nous impose une autre façon de procéder en agriculture.

AGRICULTURE, L'ALGERIE DES POSSIBLES

Djamel BELAID 18.02.2017

Avec la chute du prix du pétrole, en Algérie, l'analyse des chiffres clé de l'économie ont de quoi donner le vertige. Aussi, certains dossiers agricoles méritent toute l'attention des pouvoirs publics. Ils sont prioritaires d'autant plus qu'ils ne demandent pas des financements excessifs en ces « temps de vaches maigres ».

TRAVAILLER LA TERRE SANS EN ETRE PROPRIETAIRE

Dans les médias locaux de nombreux reportages montrent le cas d'agriculteurs sous-louant des terres. Par manque d'une législation adaptée et suite aux nombreuses réformes concernant le statut de la terre¹, il n'existe pas à ce jour en Algérie de statut du fermage. Pourtant, dans de nombreux pays développés, le fermage concerne une partie importante des exploitations. Du fait de cette carence législative, de nombreux agriculteurs se trouvent classés dans le secteur informel. Ils ne peuvent bénéficier d'aucune aide publique. Par ailleurs, ils ne garantissent pas de la sécurité que procure un bail de fermage. Or, en agriculture, de nombreux investissements ne sont rentables que sur le long terme. Dans ces conditions, comment imaginer que des agriculteurs puissent se projeter dans l'avenir et investir ?

LE MIRAGE DE L'IRRIGATION

En Algérie, la lecture des déclarations des responsables chargés des questions agricoles est édifiante. Selon eux, la baguette magique réside dans l'irrigation. Or, la majeure partie des surfaces agricoles sont menées en agriculture pluviale – non irriguée – et le restera. L'explication est simple : les capacités hydriques (souterraines et de surface) mobilisables au niveau national ne permettent pas d'irriguer toutes les surfaces agricoles. Par ailleurs, il faut compter avec les besoins de l'industrie et de l'adduction en eau potable d'une population de 40 millions d'habitants aux taux de natalité de 2,2%. Rappelons que le seul geste de tirer

une chasse d'eau correspond à l'utilisation de 20 litres d'eau potable. Enfin, avec le réchauffement climatique mondial, il pleut moins en Algérie.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE POUR L'AGRICULTURE PLUVIALE

Or, que constate-t-on concernant les surfaces agricoles non irriguées ? Une faible allocation de moyens en recherche-développement spécifique à ces zones. Il s'agit de tirer la sonnette d'alarme.

L'agriculture en zone semi-aride est caractérisée par un déficit marqué sur une période de l'année. De ce fait les techniques à mettre en œuvre sont spécifiques à ce type de région. Les techniques ayant cours dans la majorité des pays développés ne peuvent être copiées. Ces techniques sont parfois inadaptées ; par ailleurs, leur coût n'est pas toujours couvert par le niveau des faibles productions des zones semi-arides.

Les céréaliers ont par exemple besoin de semences, de matériel de semis, de fertilisation, de protection et de récolte. Ils ont également besoin de stratégies de mise en œuvre de ce matériel (rotations, assolements) et de combinaison des cultures avec l'élevage.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS FAIRE

Il y a des choses que nous ne savons pas faire ou bien que nous faisons de façon incomplète

En matière de semences, l'ITGC a récemment sélectionné de nouvelles variétés de blé de légumes secs. Celles-ci sont plus productives. Certaines de ces variétés sont issues de croisement entre plantes locales et étrangères et donc incorpore des gènes locaux. Mais quid de l'introduction de nouvelles espèces ? Le colza, ou la féverole sont pratiquement inconnues de nos agriculteurs. Quid d'écotypes fourragers locaux ou issus des pays du Sahel ?

En matière de travail du sol et de semis, les techniques ayant cours dans le bassin parisien (labour profond) sont proposées aux agriculteurs de M'Sila ou Saïda. Pourtant, en Australie (pays semi-aride exportateur de blé) les agriculteurs utilisent majoritairement le semis-

1 Sur les débuts de l'autogestion voir le film « L'Algérie du possible ».

direct. Nous commençons à nous intéresser à cette technique mais le seul prototype de semoir pour semis-direct est en phase d'essais.

En matière de fertilisation, le climat et les spécificités du sol nous obligent à localiser l'engrais au plus près de la semence dès le semis puis à l'enfouir dans le sol lorsqu'il est apporté en culture sous forme d'urée. Les exploitations ne disposent pas du matériel qui permet ce type de travail.

Concernant la protection des cultures, il nous faut combiner les formes les plus intéressantes de désherbage chimique et mécanique (herse étrille, houe rotative, dispositif de récolte des menues pailles). Là aussi, les exploitations ne disposent pas du matériel qui permet ce type de travail.

Concernant des techniques ne nécessitant pas de matériel nouveau (cas de rotations avec légumes secs ou colza, cas du désherbage des chaumes afin de réduire l'évaporation) il n'existe pas de large système de vulgarisation pouvant montrer tout l'intérêt de ces innovations. Or, nombre d'agriculteurs sont des investisseurs urbains n'ayant pas reçu de formation agronomique.

ELEVAGE, MIEUX NOURRIR NOS ANIMAUX

Actuellement une des carences de nos élevages concerne l'absence d'autonomie fourragère des exploitations. Les animaux ne consomment pas ce qui vient des cultures propres à l'exploitation. Une partie importante des aliments est même importée (orge, maïs, tourteaux de soja).

Or, il existe des techniques traditionnelles ou nouvelles à développer. Dans le cas du déprimage (consommation de l'orge en vert ou « g'sill »), cela peut être efficacement étendu à la culture de colza (croissance rapide à l'automne dès les premières pluies).

En steppe, une partie des besoins alimentaire des animaux peut être couverte par des bloc multi-nutritionnels à base de son, paille broyée, grignons d'olives, rebuts de dattes et urée. Les éleveurs ne connaissent pas cette technique. Certains éleveurs ont développé la culture hydroponique de l'orge. Mais l'institut de l'élevage a consacré un seul essai à cette technique.

Des années de recherche universitaire ont permis de préciser les conditions d'utilisation de l'urée comme complément azoté sur paille, foin de vesce-avoine et orge. Mais cette technique valorisant un produit made in DZ présent dans toutes les exploitations agricole comme engrais, n'est pas vulgarisée.

Concernant l'utilisation de l'orge comme aliment volaille en remplacement du maïs importé (1,4 milliards \$ annuels avec le tourteau de soja), les essais se comptent sur les doigts d'une main. Quant à la culture locale et l'utilisation de la féverole blanche (sans tanin) en remplacement partiel du soja, à notre

connaissance, il n'existe aucun essai local.

Les quelques innovations en milieu steppique viennent du Haut Commissariat au Développement de la Steppe : rénovation de parcours dégradés par une mise en défens de quelques années puis location aux éleveurs, construction de petits ouvrages pour l'épandage de crues, plantation d'arbustes fourragers (opuntia acacia, ...).

QUELLES PRIORITES?

Faut-il privilégier la question du fermage aux dossiers techniques ? Les deux vont ensemble. De même que sont urgentes les questions relatives au mode de commercialisation et de transformation des produits agricoles. Du bon équilibre entre membres des filières dépend la marge bénéficiaire et donc la stimulation à innover et produire.

Concernant l'aspect technique, en matière de priorités, il s'agit de réunir les moyens afin d'améliorer les productions végétales. Celles-ci comprenant les cultures fourragères, les retombées sur l'élevage sont automatiques.

L'agriculture étant une activité devant générer un revenu régulier à l'investisseur qu'est l'agriculteur, le but de l'agronomie est de réunir les techniques permettant de réduire cette incertitude de revenu. Cela passe par la réduction du coût des techniques mises en jeu mais également en région semi-aride non-irriguée par la mise en jeu de techniques permettant de réduire l'incertitude climatique.

A l'Ouest du pays, un responsable local du MADR affirmait récemment à la presse que face aux épisodes de sécheresse, il était préférable de semer de l'orge à la place du blé dur. L'orge possédant un cycle plus court que celui du blé, il échappe plus facilement aux coups de sec des mois de mai-juin.

Il nous semble qu'avant d'arriver à de telles propositions, il s'agit d'explorer le champs des possibles. Or, la technique du semis-direct avec des dents formant des sillons collecteur de pluie et des roues plumbeuses rattachant la terre sur les semences est actuellement le nec plus ultra de la technique du dry-farming. Cette technique est d'ailleurs adoptée à plus de 80% par les céréaliers australiens.

Cette technique concerne également l'implantation des légumes secs, des oléagineux et des fourrages. Par ailleurs, l'absence de labour qu'évite cette technique et la possibilité de construction locale² de semoirs low-cost permet de réduire les coûts de culture. Enfin, cette technique en valorisant l'humidité du sol permet de réduire l'incertitude climatique. Par ailleurs, elle permet une meilleure valorisation des engrais du fait de leur localisation près de la semence. En zone steppique elle est particulièrement adaptée à la culture de l'orge.

Enfin, par sa rapidité d'exécution, elle permet une

² Le dossier est en charge de CMA-SOLA, mais les essais du premier prototype traînent en longueur.

agriculture d'opportunité. En effet, sa rapidité de mise en œuvre permet une réactivité de l'agriculteur dès qu'un événement pluvieux est annoncé ou bien qu'il vient de survenir.

non-irriguées sont nombreux. Elle représente donc, à notre avis, la mère des batailles. Seront nous entendus des investisseurs potentiels (les plans de constructions sont disponibles sur Internet) et des pouvoirs publics ?

Les atouts de cette innovation destinée aux cultures

Lait, quelle stratégie?

Vers une augmentation des prix à la consommation ?

LAIT, VERS UNE AUGMENTATION DES PRIX A LA CONSOMMATION

Djamel BELAID 15.02.2017

Le prix du lait à la consommation fait la « une » de la presse suite à un projet de modification de l'emballage. A cette occasion, il serait question d'une possible augmentation du prix du lait. Risque-t-on une crise sociale ?

NOUVEL EMBALLAGE, UNE MESURE DE BON SENS

Le nouvel emballage proposé consiste en des briques de lait selon le système « TetraPack ». Jusque là, le lait était vendu dans des sachets plastiques. Ce type d'emballage a l'avantage de nécessiter des investissements modiques. Cependant, la durée de conservation des sachets de lait est limitée. En été, en fin de journée, avec ce type de conditionnement le lait en sachet a souvent « tourné ». Le conditionnement TetraPack devrait donc permettre de conserver plus longtemps le lait et réduire le gaspillage.

EVITER TOUTE EXPLOSION SOCIALE

Ces dernières semaines les augmentations de prix ont été nombreuses. Elles ont touchées notamment les carburants et le prix de l'électricité provoquant un mouvement de fronde dans le sud du pays. Dans ce contexte de hausse, une augmentation du prix du lait est susceptible d'aggraver le mécontentement populaire. Jusqu'à présent pour les ménages à faible revenu, le lait et les produits laitiers ont permis un accès bon marché aux protéines animales. Il s'agit donc de trouver un moyen de relever les prix mais tout en soutenant ces ménages. En Égypte, face à de tels choix, le gouvernement a choisi le système de la carte à puces pour offrir à la catégorie la plus pauvre de la population un accès au pain subventionné.

L'AN PASSE, UN PROGRAMME DE RELANCE

L'an passé, la production locale de lait avait déjà fait l'objet de mesures en faveur des producteurs de fourrages : meilleur accès au foncier agricole et octroi de crédits bonifiés. Par ailleurs, les éleveurs s'étaient vu octroyer une augmentation du lait. Le MADR avait alors annoncé un meilleur contrôle de la vente d'issues de meunerie (son). Il avait également été question de production de « cubes de son ».

PRODUIRE PLUS DE LAIT

Pour produire du lait, une vache a avant tout besoin de fourrages et d'aliments concentrés. Cependant un grand nombre d'éleveurs ne possèdent pas les surfaces suffisantes pour produire ces fourrages. Ils n'ont aucune autonomie fourragère. Tant que les prix des fourrages et des aliments concentrés étaient bas, leur activité étaient rémunératrice. Ce n'est plus le cas avec le récent renchérissement du poste alimentation de leur cheptel.

UN STATUT DU FERMAGE

Pour ces éleveurs, la question du foncier est primordiale. Certains ont d'ailleurs réduit leur activité. La solution pourrait être la location de terre. Cependant, la législation en vigueur ne le prévoit pas. Il n'y a pas de statut du fermage en Algérie. Il s'agit là d'un frein à la production qui touche de nombreuses productions agricoles. Il devient donc urgent de se pencher sur cette question qui concernent notamment les meilleures terres du pays.

IRRIGATION ET ENRUBANNAGE

Ces dernières années, la production locale de fourrage a nettement progressé. Que ce soit au nord ou au sud du pays, l'irrigation a permis de décupler la production. Grâce à de faramineux investissements publics en matière d'hydraulique, des agriculteurs disposent dorénavant d'un accès à l'eau leur permettant de cultiver du maïs-fourrage, du sorgho ou de la luzerne. Parfois, comme dans la région de Ghardaïa, la mobilisation des eaux souterraines a permis l'extension des productions fourragères. Le succès est tel, que le fourrage d'El Menaïa approvisionne des régions plus au nord. Ces progrès ne doivent pas cacher nos insuffisances. Beaucoup d'agriculteurs découvrent ces cultures. Des fourrages de soudure tel le colza-fourragère sont pratiquement inconnus. Jusqu'à présent le seul fourrage produit en masse a souvent été le foin de vesce-avoine.

FOURRAGES, MOBILISER DES SURFACES INEXPLOITEES

Produire plus de fourrages est possible en mobilisant les terres jusque là en restées en jachère. Il s'agit principalement de jachères annuelles pâturées. Les ovins pâturent ces parcelles où pousse alors une végétation spontanée à faible valeur alimentaire. Souvent louées aux éleveurs, ces parcelles peuvent rapporter à leur propriétaire un revenu supérieur à celui d'une culture de blé. Convertir ces surfaces en cultures fourragères plus productives nécessite donc de rendre

disponible moyens de semis et de récolte. Souvent le montant de la location du matériel pour ces opérations réduit la marge à l'hectare. Outre le matériel loué, le ramassage des bottes de foin est manuel. Pour réduire les coûts, la solution passe par un mode d'implantation sans labour peu coûteux type semis direct et l'acquisition mutualisée des moyens de récolte.

FORMER LES AGRICULTEURS

En Algérie, on note un décalage entre une main d'œuvre agricole très peu qualifiée et un encadrement technique parfois éloigné du terrain et souvent cantonné à des tâches administratives. L'effort a jusqu'à présent principalement porté sur la formation de techniciens et d'ingénieurs agronomes. Les budgets accordés à la formation professionnelle agricole sont ridiculement bas. Or, la production de lait nécessite des compétences multiples : production de fourrages, établissement des rations, hygiène et santé, génétique, transformation du lait. Les laiteries ont à ce titre un rôle d'appui technique à jouer. L'exemple de la laiterie coopérative Anfel de Sétif est à saluer. Celle-ci a aménagé un centre de formation au sein de ses locaux.

DEVELOPPER LA CONSOMMATION DE LAITS VEGETAUX

Les pouvoirs publics se sont focalisés sur la production de lait de vache. Dans un pays semi-aride, à la population en fort accroissement, cela relève de la gageure. En effet, outre l'accroissement quantitatif de la demande lié à l'augmentation de la population, l'amélioration du niveau de vie a provoqué une demande qualitative en produits laitiers. Le consommateur local est friand de fromages et desserts lactés.

Une politique de production de laits végétaux aurait permis de réduire la tension sur le lait de vache frais et reconstitué à partir de poudre de lait importée. Alors qu'en Europe se développent la consommation de laits végétaux tel le lait de soja, d'avoine, de riz ou d'amandes ces produits sont inconnus localement. Pourtant ces laits végétaux requièrent beaucoup moins d'investissements que le lait de vache.

INNOVATION ET RECHERCHE-AGRONOMIQUE

Les récentes avancées en matière de production de fourrages ne sont pas liées à la recherche agronomique locale. Dans le cas de l'enrubannage et de l'ensilage, elles sont le fait d'entrepreneurs. Le plus souvent leur investissement est lié à l'achat de matériel découvert lors de salons agricoles ou sur internet et les réseaux sociaux.

Durant les dernières décades, en matière de fourrage, la recherche agronomique locale s'est principalement focalisée sur l'étude des espèces annuelles de luzerne et la complémentation azotée de l'orge et de la paille sous forme d'urée ou d'ammoniac. Or, de ces coûteux investissements en recherche, jusqu'à présent on

n'observe aucune retombées sur le terrain.

Aussi, peut-on se demander si les axes de recherche sont correctement définis et si à côté d'une recherche académique ne doit pas co-exister une recherche-développement associant dans des clusters les différents opérateurs de la filière agricole concernée.

LE MIRAGE DE GRANDES FERMES DANS LE SUD

Depuis peu, il est question d'investissements pour la création de gigantesques exploitations dans le Sud du pays. Des partenariats avec une firme US est évoquée. Il y a lieu de rappeler l'échec d'un tel projet dans la région d'Adrar. Les exemples d'exploitations agricoles sahariennes viables sont de tailles plus modestes. C'est le cas dans la région de Ghardaïa. Dans le sud, les coûts d'exploitation sont grevés par les factures d'électricité liée au fonctionnement des systèmes d'irrigation continue. L'équilibre de leur budget est lié au prix actuel du blé dur. Dans le cas du maïs grain, malgré un prix rémunérateur offert par l'ONAB, les déconvenues sont nombreuses.

LAIT, MISER SUR LES PETITES ET MOYENNES EXPLOITATIONS

Au delà de leur rentabilité, les projets d'exploitation dans le Sud se doivent d'assurer une durabilité du milieu naturel. Or, nombres de ces projets se sont traduits par une baisse du niveau d'eau de la nappe phréatique et par une salinisation des sols. Tout projet de partenariat devrait comporter un « état des lieux » à l'entrée et à la sortie accompagné d'un cahier des charges axé sur le respect des ressources naturelles locales³.

Actuellement, la production laitière est le fait de petites exploitations comprenant parfois moins de 10 vaches laitières. Ces exploitations ont montré leur capacité d'adaptation dans un environnement difficile. Elles ont l'avantage de créer des emplois. La solution serait d'aider ces exploitations à intensifier leur production.

DEVELOPPER DES POLES D'EXCELLENCE (CLUSTER)

Un dicton populaire, dit qu'on ne peut applaudir d'une seule main. Aussi, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie visant l'augmentation de la production laitière nécessite l'activation du pôle « production de lait » créé par le MADR. C'est dans de tels cadres que doivent pouvoir s'exprimer, à différents échelons décentralisés, les membres de la filière lait : amont, producteurs, aval et recherche-développement agronomique. La filière lait ne manque pas d'acteurs locaux dévoués⁴ et aux

3 Un tel cahier des charges devrait notamment comprendre des analyses de sol, avant le début du processus de production et à sa fin de même qu'un état du niveau piézométrique de la nappe phréatique.

4 Suite à la demande d'éleveurs de la région de Constantine, Lounis Hamotouche, PDG de la laiterie

compétences certaines (laiteries locales ou étrangères). L'appel à ces compétences peut permettre des sauts qualitatifs insoupçonnés exemples sont nombreux : création de nouveaux types de matériel tel ces tanks de stockage du lait, mode d'organisation (Coopérative Anfel de Sétif), suivi technique (Groupe appui lait – Gaspel – développé avec la région Bretagne), valorisation des produits (laiterie de Ghardaïa, Tomme noire de Kabylie). Les expériences locales ayant fait leur preuve doivent pouvoir ainsi être connues ailleurs. Il en va de la filière lait.

AVRIL

«Modernisation du secteur agricole».

Tirer un bilan et s'inspirer de ce que font nos voisins.

Djamel BELAID Ingénieur Agronome.
jeudi 27 avril 2017

L'analyse proposée par Aïssa Manseur* a le mérite de mettre le doigt sur plusieurs handicaps de notre agriculture.

(*)Nouveau modèle économique : l'agriculture algérienne mérite mieux que 3 minuscules paragraphes (Contribution)

HOLD-UP SUR LA TRANSFORMATION DES CEREALES

Il faut rajouter à cette analyse la question de la transformation des céréales (1ère et 2ème transformation). Actuellement, celle-ci échappe totalement aux agriculteurs. Elle est concentrée entre les mains de moulins privés. Cette situation découle du démantèlement de l'ex-Sempac. Les bénéfices tirés de cette transformation sont faramineux. Ils permettent à des investisseurs privés d'auto-financer leur expansion. Le PDG de SIM explique dans différentes interventions en ligne que les bénéfices qu'il tire de cette activité sont tels qu'à ses débuts, il avait l'impression de "voler"

CEREALISERS, RECONQUERIR LE DROIT A LA TRANSFORMATION DU GRAIN

On ne pourra développer notre céréaliculture sans permettre aux céréaliers de retrouver le droit à écraser leur grain dans des moulins leur appartenant. Cela se fait à l'étranger. Une coopérative céréalière telle Axéreal (France) dispose de moulins et de malteries. Les bénéfices que pourraient tirer nos céréaliers d'une telle transformation pourrait permettre de compenser le déficit structurel lié à la faiblesse des rendements en milieu semi-aride. Déficit actuellement supporté par l'Etat. Car, ne nous voilons pas la face. Tôt ou tard les subventions publiques à la céréaliculture diminueront. C'est déjà le cas sur l'orge vendue aux éleveurs. Cette diminution risque de se faire du fait des moindres capacités du budget de l'Etat mais également des possibles conséquences d'une adhésion de l'Algérie à l'OMC (voir ce qu'écrit le Pr RASTOIN en ligne à propos du Maroc signataire des accords OMC).

CEREALISERS DZ, UNISSEZ-VOUS!

Face à cette situation, les céréaliers doivent réagir. A eux de conquérir le droit d'écraser leur grain. D'abord dans de petits moulins puis en rachetant les moulins

d'opérateurs privés ayant fait faillite. Mais cela nécessite qu'ils obtiennent des pouvoirs publics les compensations financières que reçoivent les minoteries et semouleries. En effet, le quintal de blé dur est acheté 4500 DA par les CCLS aux agriculteurs mais revendu à 2886 DA le quintal sous forme de semoule.

Les céréaliers possèdent une arme redoutable pour faire plier les pouvoirs publics et les transformateurs privés : ce sont eux qui détiennent les récoltes de blé. C'est là un argument de poids. Il ne s'agit pas d'aller jusqu'à la grève des livraisons. Mais il y a là une carte à jouer.

DES COOPERATIVES LIBRES PAYSANNES

Le salut des céréaliers DZ ne viendra ni du ciel (à eux, par exemple, de se doter des semoirs pour semis-direct valorisant l'humidité du sol et de techniques modernes) ni de CCLS engluées dans des habitudes administratives. Ce salut ne pourra venir que de groupements libres d'agriculteurs pour l'achat d'intrants et la transformation des céréales sous forme de semoule puis couscous ou pâtes. Car, c'est là que se situe la plus-value. C'est là le moyen de protéger leurs marges. C'est également ce type d'organisation qui permettra le recrutement de techniciens ayant l'obligation de résultats. Il faut à ce propos aller voir en France (et ailleurs) comment fonctionne une vraie coopérative céréalière. En France, c'est le conseil d'administration formé d'agriculteurs élus qui recrute le directeur. Chez nous, il est nommé par la tutelle basée à Alger. Et le personnel a « obligation de résultats ». Sinon, il est remercié.

En Algérie, il est tant de se réveiller. Waqt el ghefla rah...

Djamel BELAID Ingénieur Agronome.
26 avril 2017

Suggestions à propos de l'objectif " Une modernisation du secteur agricole permettant d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et de réaliser son potentiel de diversification des exportations".

EXPORTER NOTRE EAU ?

Il y est question d'une volonté d'exportation. Les exportations sont possibles pour les dattes, le vin et quelques autres produits du terroir. Mais, il faut avoir à l'esprit qu'exporter une denrée agricole c'est puiser dans nos rares ressources une quantité d'eau pour faire pousser ce produit agricole. Cette eau est appelée « eau

virtuelle ». L'Algérie, à travers d'éventuelles exportations agricoles a-t-elle vocation d'exporter son eau ? Nous qui sommes un pays semi-aride et aride avons nous vocation à nourrir les Européens ? Avons nous ces fleuves européens où des milliers de m³ coulent H24 à la place de nos oueds 364 jours à sec? Il faut raison garder.

SUBSTITUTION AUX EXPORTATIONS

Le rôle de notre agriculture doit être avant tout de nourrir le consommateur algérien et non pas européen. Si nous voulons compenser la baisse de nos rentrées financières liées aux hydrocarbures, la tâche est de remplacer par la production locale les produits importés. Cela est réalisable en partie (ce qui nous donnera une meilleure aisance lors de négociation sur les marchés étrangers).

Par ailleurs comme le fait remarquer l'agro-économiste Omar Bessaoud, l'agriculture emploie un million de familles sur le territoire.

Personne n'a intérêt qu'elle afflue dans les villes. Elles ont par ailleurs contribué à assurer la stabilité du pays en n'adhérant pas à l'idéologie extrémiste lors de la décennie noire.

PRODUIRE DE L'HUILE ET DU SUCRE DZ

Grâce à la betterave à sucre et au colza il est ainsi possible de produire localement respectivement du sucre et de l'huile. Nos voisins marocains y réussissent. Pourquoi pas nous ? L'itinéraire technique de la culture de la betterave à sucre est facilement maîtrisable grâce aux semences mono-germes au désherbage mécanique/chimique et à la récolte mécanisée. Pourquoi ne pas proposer cette activité aux producteurs de pomme de terre dépassés par les excédents. A ceux qui doutent de nos capacités, voyez les succès locaux en matière de tomate industrielle.

Quant au colza, c'est une excellente plante qui repose le sol entre deux cultures de blé. Par ailleurs, une fois la graine pressée pour en extraire de l'huile, le tourteau obtenu peut servir d'aliment du bétail.

S'INSPIRER DE CE QUE FONT LES AUTRES

Une des tares de notre recherche-développement est d'être coupée de ce que font des agricultures étrangères. Il serait bon que nos ingénieurs agronomes et techniciens sachent comment cultivent les fermiers marocains, espagnols, italiens, ceux du sud de la France ou australiens (avec seulement 300 mm de pluie).

Des chefs de culture marocains nous ont appris à monter les serres canariennes où nous faisons pousser nos tomates. Ayons l'intelligence de favoriser la venue de chefs de culture betteraviers.

A nous de nous inspirer des meilleurs procédés de l'agriculture en sec. A nous également à mettre en place des modes de commercialisation et de transformation qui protègent les marges des agriculteurs. Actuellement en Algérie, dans le cas de la filière lait, pour être riche,

pas nécessaire d'avoir des vaches laitières. Il suffit d'acheter le lait à des producteurs désorganisés et d'en faire du fromage et yaourts. Le citoyen ne peut imaginer la guerre qui se déroule actuellement dans nos campagnes pour la main mise sur « l'or blanc ». Cette manne attire même des sociétés étrangères.

Le pauvre agriculteur algérien s'échine la journée entière pour le plus grand bien des intermédiaires; et cela quelque soit la filière. Dans le secteur laitier, ce sont les laiteries qui s'enrichissent et dans le secteur céréalier ce sont les minoteries qui tirent leur « épingle du jeu ». Eleveurs et céréaliers ne survivent qu'à coup de subventions publiques. Est-ce un système tenable ?

RE-ORIENTER LES SUBVENTIONS AGRICOLES

Le défi des décideurs actuels est d'arriver à plus d'auto-suffisance alimentaire. Cela garantit notre indépendance, plus de justice et de paix sociale. Mais pour y arriver, il n'y a pas mystère. Il faut que le petit producteur de base y trouve son compte. Si cela n'est pas rentable de faire du blé, il fera pâturer des moutons sur ses terres à blé (que l'on se souvienne de l'époque de la « grève des labours »).

Les pouvoirs publics ont plusieurs leviers entre leurs mains afin d'assurer le bien être de la population et la poursuite du statu-quo politique :

- ré-orienter les subventions agricoles vers les plus modestes (exemple : payer les 500 premiers quintaux de blé dur 4500 DA puis 3500 DA pour le reste – ce seuil reste à déterminer plus finement),
- mettre en place des compensations financières afin que des agriculteurs puissent écraser leur grain à la ferme et produire de la semoule,
- octroyer la prime blé dur aux seuls agriculteurs s'équipant de semoirs directs (cette technique réduit les coûts de mécanisation et constitue la seule alternative pour la modernisation et la survie de notre céréaliculture).

La contractualisation peut être un autre moyen. L'idée est d'instaurer un contrat entre agriculteur et agro-industriel sur la base du donnant-donnant. Elle se développe au niveau des laiteries privées. Il s'agit de faire un bilan et de la développer. Les pouvoirs publics pourraient exiger des transformateurs nationaux et étrangers implantés en Algérie, un plus fort taux d'intégration en matières premières locales. Comment ? En développant des réseaux d'appuis aux producteurs comme le fait le Groupe Benamor* pour le blé dur et la tomate industrielle. Cela devrait être la norme. « Ya khouya, tu veux de la poudre de lait ou du blé tendre importé ? Pas de problème ! Mais tu produis 10% de ton chiffre d'affaires en matière première locale ».

Ainsi, l'usine SIM-Sanders (aliments du bétail) nouvellement implantée dans le cadre de la loi 49-51% pourrait être amenée à utiliser une part de triticales, de féverole et de pois protéagineux locaux en place de tourteaux de colza et céréales importées.

Certaines de ces mesures et d'autres (il faudrait que l'armée des cadres agricoles puissent s'exprimer et donner son avis, eux qui sont chaque jour sur le terrain) seront difficiles à mettre en place. Mais, elles peuvent être testées sur quelques daïras ou bien mise en œuvre progressivement. Il est vrai que c'est plus difficile que faire accoster un bateau chargé de blé ukrainien au port d'Alger. Mais c'est la seule voie de salut à qui veut garder son cours...

(*) en tomate industrielle, le groupe Benamor produit le plant de tomate et commence à assurer la récolte mécanique. Idem avec Mr Hamitouche PDG de Soumamm laiterie concernant la mise à disponibilité d'enrubanneuses pour la récolte et conservation des fourrages.

Transformation, quid des fellahs?

En Algérie, les minoteries ont été cédées au privé, la part des agriculteurs est pratiquement inexistante.

Les céréaliers algériens dépossédés de la possibilité de transformer leurs grains.

14 mai 2017

(Commentaire sur Maghreb Emergent).

Dans la plupart des pays agricoles développés, au côté du négoce privé du grain existent des coopératives paysannes céréalières. Curieusement, en Algérie, cette activité très rémunératrice est confiée par les pouvoirs publics au seul secteur privé.

“L'apparition de grands groupes liés à la transformation des céréales (Benamor, Metidji, SIM) au côté des unités du secteur public est relativement récent”. Samy Injar dimanche 14 mai 2017 (Maghreb Emergent).

La Saga Benamor racontée dans un livre révèle une ambition possible vers l'excellence

UN CAHIER DES CHARGES EXIGEANT

Ces groupes bénéficient de conditions avantageuses et réalisent de confortables marges financières. Ils utilisent des blés importés et en partie du blé local. Bien souvent les blés importés sont constitués de lots homogènes. Pour les agro-industriels, il est indispensable de travailler avec des blés avec de fort taux d'extraction de semoule ou de farine. Les lots doivent être exempt d'impuretés risquant d'altérer le produit final ou d'endommager les meules. Le cahier des charges est donc exigeant. A cela s'ajoute le côté financier. Souvent, les agro-industriels préfèrent donc moudre du blé d'importation.

LES IMPORTATIONS : UNE MENACE POUR LES CEREALIERES

Au Maroc, l'adhésion à l'OMC a entraîné la libération du marché des céréales. En effet, ces accords interdisent aux pays signataires de subventionner leurs producteurs et de sur-taxer les blés importés. De ce fait les agro-industriels marocains s'approvisionnent principalement sur le marché international au détriment des producteurs locaux. En Algérie, avec la baisse de la rente des hydrocarbures, le risque est grand de voir les pouvoirs publics recourir de plus en plus aux importations. En effet, soutenir la filière céréalière locale représente un coût pour le budget de l'Etat. Cela

est encore plus vrai concernant le blé dur.

CEREALIERES, MISER SUR LA PRODUCTIVITE ET LA QUALITE

Face au risque de voir un jour les agro-industriels locaux se tourner totalement vers l'importation, les céréaliers locaux se doivent de miser sur la qualité de leurs produits et sur une meilleure productivité.

En concertation avec les organismes de collecte dont les CCLS et les agro-industriels, des céréaliers doivent arriver à produire des lots homogènes avec une traçabilité garantie et une qualité supérieure (faible taux de mitadinage, variétés recommandées par la semoulerie ou la meunerie, ...). Ces céréaliers doivent pouvoir s'organiser afin de devenir les interlocuteurs incontournables de moulins privés régionaux. Cette politique de produits de terroir constitue une garantie de débouchés face à un risque d'importations massives de blés durs étrangers. C'est à eux de gagner cette indépendance d'organisation et se fédérant autour de paysans leaders issus de leurs rangs.

Sur le plan de la productivité, ils doivent réduire leurs dépenses de mécanisation en abandonnant par exemple le labour au profit de la technique dite du « semis-direct », utiliser l'irrigation de complément lorsque cela est possible, mieux utiliser les semences certifiées et les engrais en les localisant sur le rang lors du semis, et généraliser le désherbage chimique et/ou mécanique.

CEREALIERES, S'ENGAGER DANS LA TRANSFORMATION DES GRAINS

Face aux succès de grands groupes tels Benamor, il est étonnant de voir l'absence d'équivalents paysans. Pourtant, à l'étranger, il n'est pas rare de trouver des céréaliers réunis au sein de Groupes d'Intérêt Economique (G.I.E) pour transformer leurs productions. En France, des coopératives paysannes détiennent souvent des moulins.

Ce déséquilibre n'est pas sans conséquence. En cas de libéralisation du commerce des céréales, les céréaliers risquent de voir les agro-industriels s'approvisionner sur le marché extérieur. Par ailleurs, toute situation de monopole joue en défaveur des céréaliers. A terme, ils peuvent se voir exiger des prix et des conditions défavorables.

Reste une solution pour les céréaliers, tenter de

rattraper leur retard en s'engageant résolument dans la transformation de leurs céréales. Il existe une alternative à la livraison de leurs remorques de grains dans les seuls dépôts locaux de l'OAIC.

CEREALIER, RECONQUERIR LA FILIERE ORGE

Parmi la filière céréales, l'orge possède une place particulière. Le commerce de cette céréale est libre et outre l'alimentation humaine, elle sert surtout destinée à la consommation animale. C'est notamment le cas avec l'élevage de moutons en zone steppique. C'est donc une céréale où les agriculteurs peuvent progresser en « valeur ajoutée ».

Les céréaliers pourraient commencer à développer des infrastructures pour un stockage moderne en ferme. Regroupés en GIE locaux, ils pourraient développer des circuits de vente de l'orge vers la steppe. En matière de transformation, ils peuvent s'orienter vers la fabrication d'aliments du bétail (volailles ou ruminants). En alimentation humaine, ils peuvent utiliser les vertus anti-cholestérol de l'orge. La semoule d'orge peut être incorporée à la semoule de blé dur ou à la farine pour la fabrication de pains spéciaux. On peut penser à la fabrication de malt pour la panification ou la fabrication de bières locales.

DE NOUVELLES MISSIONS POUR LE PRIVE

Les groupes privés de transformation des céréales bénéficient de conditions avantageuses : marché protégé, prix subventionnés. Le PDG de SIM a eu l'occasion de dire lors d'une conférence, qu'à ses débuts

face à la marge bénéficiaire qu'il réalisait en toute légalité, il avait l'impression de « voler ».

En contre partie de ses avantages, les pouvoirs publics se doivent d'orienter les agro-industriels vers un processus de contractualisation. C'est à dire se tourner vers les céréaliers et développer des services techniques d'appui aux producteurs. A ce titre, le groupe Benamor est l'un des seuls agro-industriels à développer un tel réseau. Une telle attitude présente l'avantage de permet de garantir un approvisionnement local de qualité. Elle permet également de faire valoir la carte du « patriotisme économique » lors d'éventuelles négociations avec les pouvoirs publics.

De leur côté, les céréaliers leaders se doivent de rassembler leurs confrères et mettre sur pied les bases de structures économiques indépendantes des structures étatiques et des grands moulins privés afin de mieux défendre leurs intérêts.

De leur côté, les cadres de terrain des CCLS ont tout à gagner en l'émergence d'une organisation professionnelle des céréaliers. En cas d'adhésion de l'Algérie à l'OMC et face au risque de démantèlement des structures publiques du commerce de grains, leur avenir professionnel serait à reconsidérer.

Djamel BELAID. Ingénieur Agronome.

Réduire la facture des importations.

SUGGESTIONS AFIN D'AUGMENTER LA PRODUCTION D'ALIMENTS DU BETAIL

SUGGESTIONS AFIN D'AUGMENTER LA PRODUCTION D'ALIMENTS DU BETAIL

14 juin 2017

<https://www.algeriepatriotique.com/2017/06/13/aliment-de-betail-167-licences-dimportation-octroyees/>

- 1) introduire de nouvelles cultures en sec telle le colza (les tourteaux de colza sont très riches), la féverole, le pois fourrager, le lupin (sur les terres acides).
- 2) améliorer les cultures existantes par le semis direct, l'emploi d'engrais et de techniques écologiques de désherbage mécanique (herse étrille).
- 3) continuer la politique d'irrigation qui est un des beaux succès du MADR. 4) Attribuer les avantages fiscaux aux agriculteurs qu'aux importateurs afin qu'ils puissent produire des aliments du bétail à partir de leurs récoltes (actuellement un éleveur a plus à y gagner en achetant des produits importés).

SUGGESTIONS AFIN DE REDUIRE L'EMPLOI DES ALIMENTS DE BETAIL IMPORTES

Il faut mettre au crédit des décideurs actuels l'amélioration de la ration en protéines du consommateur algérien. Leur choix s'est porté sur la viande blanche et le modèle d'aliments du bétail (certes critiquable) maïs-soja. Cette stratégie atteint actuellement ses limites (voir les possibilités de substitution proposées par le Pr Hasna Hamouda-Longo et ses collègues). Que mangeraient nos aînés? Du couscous aux pois-chiches et aux fèves! Ces deux légumineuses apportaient les mêmes protéines végétales que la viande blanche de volaille. Il est donc temps de réhabiliter le pois-chiche. A ce titre il faut féliciter les cadres de l'ITGC qui ont montré qu'en semant le pois chiche de façon plus précoce on pouvait augmenter son rendement. idem pour la lentille.

INNOVER POUR REUSSIR Nos industriels agro-alimentaires doivent donc s'inspirer des recettes des végétariens européens et incorporer des pois-chiches lentilles et autres légumineuses dans le cachir, les merguez et autres charcuteries halal. A l'étranger existe des saucisses et steacks à base de lentilles et céréales. Nous devons les développer localement. Les pouvoirs publics doivent soutenir ces produits. Quant au lait et produits laitiers, cap sur les laits végétaux plus faciles à produire que le lait de vache (qui demande beaucoup de fourrages et d'eau). Que nos industriels en agro-alimentaires tapent « steacks végétaux bjorg » sur

google pour voir les produits qu'il est possible de fabriquer. Qu'ils se rappellent également des recettes traditionnelles. Dans une « Aasbana » (préparation à base de tripes) nos aînés incorporaient riz et pois-chiche afin d'économiser la viande. Les produits des végétariens européens font également partie de notre patrimoine culinaire. Mettons les au goût du jour afin de réduire l'obésité, le cholestérol et aussi réduire notre facture d'importation d'aliments du bétail. Aux pouvoirs publics d'agir dans ce sens par une fiscalité incitative et une politique de subvention imaginative. Djamel BELAID. Ingénieur agronome.

CONDITIONNER L'OCTROI D'UN QUOTA D'IMPORTATION A UN CAHIER DES CHARGES

14 juin 2017

Les pouvoirs publics auraient pu rajouter comme critères pour l'obtention de ces licences, la capacité de l'importateur à développer la production nationale d'aliments du bétail. Cela est possible. On peut louer des enrubanneuses à des agriculteurs pour qu'ils récoltent leur fourrage. Le PDG de la laiterie Soummam Lounès Hamitouche le fait. Il a créé une société qui met à disposition des éleveurs de vaches laitières un matériel moderne de récolte des fourrages. (Voir la vidéo sur youtube). A Constantine le PDG de Axiom, importateur de matériel agricole, développe la production de lentilles et de semences fourragères.

POUR UN CAHIER DES CHARGES PATRIOTIQUE, les décideurs doivent revoir leur cahier des charges de l'importation. Le cahier actuel est une insulte aux capacités productives du pays. Tout importateur doit stimuler d'une façon ou une autre la production locale pour intégrer 10 ou 15% de matière première locale dans ses aliments du bétail.

Certes, il est difficile de produire du soja, mais l'importateur doit aider au développement de la production locale d'un produit de substitution, telle la féverole bien adaptée à notre climat. Idem pour le maïs ou l'orge. L'orge est très bien adaptée à notre climat. C'est un crime économique que tout importateur n'aide pas les fellahs à mieux cultiver l'orge.

Le Pr Mekliche Arezki, de l'ENSA d'El-Harrach a montré qu'avec le semis direct, des engrais, des

herbicides et des fongicides adéquats on pouvait pratiquement doubler le rendement d'orge. Tout importateur d'orge devrait avoir l'obligation de faire connaître ces résultats auprès des agriculteurs. Pourquoi des entreprises françaises vendeuses d'engrais telle Timac-Agro font ce travail de vulgarisation et pas nos importateurs nationaux?

GARE A LA BOURGEOISIE COMPRADORE!

Les décideurs actuels, dans leur frénésie de résoudre à la va vite les questions économiques, favorisent le développement d'une classe d'importateurs qui n'ont rien à faire de la production nationale. Il s'agit de prédateurs économiques. On appelle cela la bourgeoisie compradore. Ces gens là seraient prêts à vendre leur mère et le pays pour garantir leurs bénéfices. Vigilance. Cette attitude n'est pas patriotique.

POUR UN PATRIOTISME ECONOMIQUE

Le patriotisme économique, c'est assurer les besoins de la population et en l'occurrence des éleveurs mais en ayant une vision de développement des capacités nationales. Or, le cahier des charges actuel des licences d'importation ne va pas dans ce sens. Il ne favorise pas une politique de nos jeunes chômeurs. Nos universités forment des ingénieurs agronomes, des techniciens; nos usines fabriquent du matériel agricole et des engrais et nous continuons à importer à tour de bras... C'est aller vers le mur. Il est temps que cela cesse et que les citoyens fassent savoir aux plus hautes autorités l'erreur stratégique de ces décisions. Quant aux paysans et cadres agricoles, à eux d'utiliser les techniques agricoles modernes simples et écologiques afin d'augmenter la production nationale d'aliments du bétail. (...)

Djamel BELAID. Ingénieur agronome.

Brèves et commentaires.

Aller vers une agriculture durable et qui nourrit 40 millions d'Algériens.

TRAFIC DE LIVRAISONS DE BLE DUR

Djamel BELAID 13.07.2017

Le correspondant d'El Watan dans la wilaya de Tiaret dénonce dans l'édition du 13.07.2017 de fausses livraisons de blé dur dans les docks de l'OAIC. Selon lui, du blé importé et cédé par l'OAIC à des minoteries au prix de 2500 DA le quintal est présenté au niveau des CCLS comme étant issu de la production locale. Les CCLS achètent alors ces lots de blé à raison de 4500 DA le quintal.

Au delà du courage du journaliste dénonçant de tels agissements, on peut se demander quelles mesures simples pourraient permettre de lutter contre ce type de fraude. Celles-ci sont de plusieurs ordres :

- analyser l'historique des livraisons d'une exploitation,
- prélever un échantillon de toute livraison réalisée au niveau des CCLS. Echantillon qui devrait être cacheté et conservé une année au moins à des fins d'analyses.
- réaliser des analyses concernant les impuretés de l'échantillon,
- réaliser des analyses concernant la composition de l'échantillon.

ANALYSE DE L'HISTORIQUE DES LIVRAISONS

Dans les cas de fraudes, outre sa production, l'agriculteur livre à la CCLS des remorques de blé importé. L'addition de ces deux origines implique donc d'importants volumes. En comparant avec les moyennes annuelles livrées habituellement par l'agriculteur, on peut donc soupçonner un cas de fraude. Surtout si l'agriculteur n'est pas concerné par des mesures telles : développement récent de l'irrigation ou exploitation de nouvelles terres. Un autre moyen de vérification concerne les quantités de semences, engrais, produits phytosanitaires et carburants achetés durant la campagne agricole. En général, il existe une corrélation entre ces intrants et les hectares cultivés.

ANALYSES CONCERNANT LES IMPURETES DE L'ECHANTILLON

Les céréales importées le sont selon un cahier des charges établi par l'OAIC. Ce cahier des charges est extrêmement strict. Il prévoit notamment que les lots de blés importés ne doivent pas contenir d'impuretés. Celles-ci concernent essentiellement les graines provenant de mauvaises herbes, d'autres cultures

(lentilles, colza ...) ou d'autres céréales (orge ou avoine). Le faible niveau d'impuretés dans les lots des blés importés est lié d'une part à la haute maîtrise technique des agriculteurs étrangers, notamment dans le cas du désherbage et d'autre part à la maîtrise des organismes de stockage. Ces derniers savent éliminer toute présence de graines de mauvaises herbes dans les lots de blé dans leurs silos.

ANALYSES CONCERNANT LA COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

Les blés locaux sont souvent affectés par le stress hydrique en fin de cycle. Aussi, les poids spécifiques sont faibles et le taux de protéines élevé (jusqu'à 17% contre 12% en moyenne pour les blés importés). Par ailleurs, chaque variété de blé possède une signature biochimique. Trois grains de blé suffisent pour analyser par électrophorèse les protéines. On peut alors observer des bandes caractéristiques qui correspondent aux différents types de protéines, notamment les gliadines et les gluténines. Ces techniques d'analyses sont à la portée de nombreux laboratoires universitaires algériens et de ceux de l'Institut Technique des Grandes cultures. Comme les variétés cultivées en Algérie sont différentes de celles qui sont importées, une simple analyse en laboratoire permet de déterminer le nom des variétés de blé dur constituant un lot.

SANCTIONNER LOURDEMENT LES FRAUDEURS

Il apparaît donc que la simple prise d'échantillons de blé permet une identification de l'origine des lots : production locale ou importation. Certes, cette identification se fait à posteriori, c'est à dire après que les grains aient été réceptionnés et que le versement financier ait été opéré. Mais, dans un État de droit, rien n'empêche qu'après analyse, l'opérateur fraudeur soit identifié et lourdement sanctionné.

CEREALES, NOUVELLE DONNE EN ALGERIE.

Juin 2017

L'apparition de grands groupes liés à la transformation des céréales (Benamor, Metidji, SIM) au côté des unités du secteur public est relativement récent. Cette présence bouleverse la filière céréales locale.

UN CAHIER DES CHARGES EXIGEANT

Ces groupes bénéficient de conditions avantageuses et réalisent de confortables marges financières. Ils utilisent des blés importés et en partie du blé local. Bien souvent les blés importés sont constitués de lots homogènes. Pour les agro-industriels, il est indispensable de travailler avec des blés avec de fort taux d'extraction de semoule ou de farine. Les lots doivent être exempt d'impuretés risquant d'altérer le produit final ou d'endommager les meules. Le cahier des charges est donc exigeant. A cela s'ajoute le côté financier. Souvent, les agro-industriels préfèrent donc moudre du blé d'importation.

LES IMPORTATIONS : UNE MENACE POUR LES CEREALIERES

Au Maroc, l'adhésion à l'OMC a entraîné la libération du marché des céréales. En effet, ces accords interdisent aux pays signataires de subventionner leurs producteurs et de sur-taxer les blés importés. De ce fait les agro-industriels marocains s'approvisionnent principalement sur le marché international au détriment des producteurs locaux. En Algérie, avec la baisse de la rente des hydrocarbures, le risque est grand de voir les pouvoirs publics recourir de plus en plus aux importations. En effet, soutenir la filière céréalière locale représente un coût pour le budget de l'Etat. Cela est encore plus vrai concernant le blé dur.

CEREALIERES, MISER SUR LA PRODUCTIVITE ET LA QUALITE

Face au risque de voir un jour les agro-industriels locaux se tourner totalement vers l'importation, les céréaliers locaux se doivent de miser sur la qualité de leurs produits et sur une meilleure productivité.

En concertation avec les organismes de collecte dont les CCLS et les agro-industriels, des céréaliers doivent arriver à produire des lots homogènes avec une traçabilité garantie et une qualité supérieure (faible taux de mitadinage, variétés recommandées par la semoulerie ou la meunerie, ...). Ces céréaliers doivent pouvoir s'organiser afin de devenir les interlocuteurs incontournables de moulins privés régionaux. Cette politique de produits de terroir constitue une garantie de débouchés face à un risque d'importations massives de blés durs étrangers. C'est à eux de gagner cette indépendance d'organisation et se fédérant autour de paysans leaders issus de leurs rangs.

Sur le plan de la productivité, ils peuvent réduire leurs dépenses de mécanisation en abandonnant par exemple le labour au profit de la technique dite du « semis-direct », utiliser l'irrigation de complément lorsque cela est possible, mieux utiliser les semences certifiées et les engrais en les localisant sur le rang lors du semis, et généraliser le désherbage chimique et/ou mécanique.

CEREALIERES, S'ENGAGER DANS LA TRANSFORMATION DES GRAINS

Face aux succès de grands groupes tels Benamor, il est

étonnant de voir l'absence d'équivalents paysans. Pourtant, à l'étranger, il n'est pas rare de trouver des céréaliers réunis au sein de Groupes d'Intérêt Economique (G.I.E) pour transformer leurs productions. En France, des coopératives paysannes détiennent souvent des moulins.

Ce déséquilibre n'est pas sans conséquence. En cas de libéralisation du commerce des céréales, les céréaliers risquent de voir les agro-industriels s'approvisionner sur le marché extérieur. Par ailleurs, toute situation de monopole joue en défaveur des céréaliers. A terme, ils peuvent se voir exiger des prix et des conditions défavorables.

Reste une solution pour les céréaliers, tenter de rattraper leur retard en s'engageant résolument dans la transformation de leurs céréales. Il existe une alternative à la livraison de leurs remorques de grains dans les seuls dépôts locaux de l'OAIC.

CEREALIERES, RECONQUERIR LA FILIERE ORGE

Parmi la filière céréales, l'orge possède une place particulière. Le commerce de cette céréale est libre et outre l'alimentation humaine, elle sert surtout destinée à la consommation animale. C'est notamment le cas avec l'élevage de moutons en zone steppique. C'est donc une céréale où les agriculteurs peuvent progresser en « valeur ajoutée ».

Les céréaliers pourraient commencer à développer des infrastructures pour un stockage moderne en ferme. Regroupés en GIE locaux, ils pourraient développer des circuits de vente de l'orge vers la steppe. En matière de transformation, ils peuvent s'orienter vers la fabrication d'aliments du bétail (volailles ou ruminants). En alimentation humaine, ils peuvent utiliser les vertus anti-cholestérol de l'orge. La semoule d'orge peut être incorporée à la semoule de blé dur ou à la farine pour la fabrication de pains spéciaux. On peut penser à la fabrication de malt pour la panification ou la fabrication de bières locales.

DE NOUVELLES MISSIONS POUR LE PRIVE

Les groupes privés de transformation des céréales bénéficient de conditions avantageuses : marché protégé, prix subventionnés. Le PDG de SIM a eu l'occasion de dire lors d'une conférence, qu'à ses débuts face à la marge bénéficiaire qu'il réalisait en toute légalité, il avait l'impression de « voler ».

En contre partie de ses avantages, les pouvoirs publics se doivent d'orienter les agro-industriels vers un processus de contractualisation. C'est à dire se tourner vers les céréaliers et développer des services techniques d'appui aux producteurs. A ce titre, le groupe Benamor est l'un des seuls agro-industriels à développer un tel réseau.

De leur côté, les céréaliers leaders se doivent de mettre sur pied les bases d'une filière céréale indépendante des structures étatiques et des grands moulins privés afin de mieux défendre leurs intérêts.

De leur côté, les cadres de terrain des CCLS ont tout à gagner en l'émergence d'une organisation professionnelle des céréaliers. En cas d'adhésion de l'Algérie à l'OMC et face au risque de démantèlement des structures publiques du commerce de grains, leur avenir professionnel serait à reconsidérer.

Djamel BELAID. Ingénieur Agronome.

Blé, le trafic des fausses livraisons.

De simples méthodes d'analyses permettent de reconnaître les lots frauduleux.

TRAFIC DE LIVRAISONS DE BLE DUR

Djamel BELAID 13.07.2017

Le correspondant d'El Watan dans la wilaya de Tiaret dénonce dans l'édition du 13.07.2017 de fausses livraisons de blé dur dans les docks de l'OAIC. Selon lui, du blé importé et cédé par l'OAIC à des minoteries au prix de 2500 DA le quintal est présenté au niveau des CCLS comme étant issu de la production locale. Les CCLS achètent alors ces lots de blé à raison de 4500 DA le quintal.

Au delà du courage du journaliste dénonçant de tels agissements, on peut se demander quelles mesures simples pourraient permettre de lutter contre ce type de fraude. Celles-ci sont de plusieurs ordres :

- analyser l'historique des livraisons d'une exploitation,
- prélever un échantillon de toute livraison réalisée au niveau des CCLS. Echantillon qui devrait être cacheté et conservé une année au moins à des fins d'analyses.
- réaliser des analyses concernant les impuretés de l'échantillon,
- réaliser des analyses concernant la composition de l'échantillon.

ANALYSE DE L'HISTORIQUE DES LIVRAISONS

Dans les cas de fraudes, outre sa production, l'agriculteur livre à la CCLS des remorques de blé importé. L'addition de ces deux origines implique donc d'importants volumes. En comparant avec les moyennes annuelles livrées habituellement par l'agriculteur, on peut donc soupçonner un cas de fraude. Surtout si l'agriculteur n'est pas concerné par des mesures telles : développement récent de l'irrigation ou exploitation de nouvelles terres. Un autre moyen de vérification concerne les quantités de semences, engrais, produits phytosanitaires et carburants achetés durant la campagne agricole. En général, il existe une corrélation entre ces intrants et les hectares cultivés.

ANALYSES CONCERNANT LES IMPURETES DE L'ECHANTILLON

Les céréales importées le sont selon un cahier des charges établi par l'OAIC. Ce cahier des charges est extrêmement strict. Il prévoit notamment que les lots de

blés importés ne doivent pas contenir d'impuretés. Celles-ci concernent essentiellement les graines provenant de mauvaises herbes, d'autres cultures (lentilles, colza ...) ou d'autres céréales (orge ou avoine). Le faible niveau d'impuretés dans les lots des blés importés est lié d'une part à la haute maîtrise technique des agriculteurs étrangers, notamment dans le cas du désherbage et d'autre part à la maîtrise des organismes de stockage. Ces derniers savent éliminer toute présence de graines de mauvaises herbes dans les lots de blé dans leurs silos.

ANALYSES CONCERNANT LA COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

Les blés locaux sont souvent affectés par le stress hydrique en fin de cycle. Aussi, les poids spécifiques sont faibles et le taux de protéines élevé (jusqu'à 17% contre 12% en moyenne pour les blés importés). Par ailleurs, chaque variété de blé possède une signature biochimique. Trois grains de blé suffisent pour analyser par électrophorèse les protéines. On peut alors observer des bandes caractéristiques qui correspondent aux différents types de protéines, notamment les gliadines et les gluténines. Ces techniques d'analyses sont à la portée de nombreux laboratoires universitaires algériens et de ceux de l'Institut Technique des Grandes cultures. Comme les variétés cultivées en Algérie sont différentes de celles qui sont importées, une simple analyse en laboratoire permet de déterminer le nom des variétés de blé dur constituant un lot.

SANCTIONNER LOURDEMENT LES FRAUDEURS

Il apparaît donc que la simple prise d'échantillons de blé permet une identification de l'origine des lots : production locale ou importation. Certes, cette identification se fait à posteriori, c'est à dire après que les grains aient été réceptionnés et que le versement financier ait été opéré. Mais, dans un État de droit, rien n'empêche qu'après analyse, l'opérateur fraudeur soit identifié et lourdement sanctionné.

SUCRE

Trop de sucre dans les sodas.

Pour un plan national de réduction de la sur-consommation de sucre.

TROP DE SUCRE DANS LES SODAS

Il est un dossier urgent pour l'industrie des boissons, c'est celui de la réduction du taux de sucre dans les sodas. Il s'agit là d'une mesure de salubrité publique. L'obésité et le nombre de cas de diabète explosent en Algérie. Il devient urgent d'intervenir. Par ailleurs 100% du sucre étant importé, il s'agit de revenir à une consommation conforme à la norme.

PLAN NATIONAL DE REDUCTION DU SUCRE

La presse nationale avait récemment évoqué la mise en place d'un planning de réduction progressive et concertée entre fabricants. Où en est ce plan? Et qu'en est-il des efforts concrets au niveau des ateliers d'embouteillage?

PROMOUVOIR LES EAUX GAZEUSES

Il est une catégorie de boissons rafraîchissantes, c'est celle des eaux gazeuses. Ces eaux sont naturelles ou

renforcées en gaz carbonique (ou en "gaz de source" comme le note pudiquement la marque Perrier sur ses étiquettes).

Ces boissons sont à développer. Il existe même des "machines individuelles à eau gazeuse" pour enrichir en CO2 chez soit l'eau du robinet.

DES FONTAINES D'EAU PETILLANTE

Pour lutter contre les déchets que constituent les bouteilles en plastique, la municipalité de Paris a même mis en place gratuitement des fontaines d'eau pétillante* dans les squares. A quand à Sétif une borne d'eau pétillante près de Aïn El Fouwara?

(* taper "Paris + eau + pétillante) sur internet.
Djamel BELAID. Ingénieur agronome.

Miser sur la contractualisation?

L'expérience du groupe Benamor montre un bel exemple de contractualisation.

Djamel BELAID Ingénieur Agronome.
Mercredi 17 mai 2017
(Commentaire sur Maghreb Emergent).

En matière de production de tomate industrielle l'action du groupe Benamor est exemplaire. Le groupe a permis une nette augmentation des rendements en notament favorisant la disponibilité en plants de tomates, la connaissance de techniques agronomiques nouvelles et récolte mécanisée.

En matière de céréales, le groupe semble adopter la même démarche avec des réseaux QualiBlé.

UN MODELE DE CONTRACTUALISATION A ETENDRE

Il y a là un modèle de contractualisation qu'il serait intéressant d'étudier en détail et éventuellement de dupliquer pour d'autres productions agricoles. Chaque agro-industriel local devrait avoir pour obligation d'apporter un appui technique aux producteurs de lait, dattes et demain pomme de terre, légumes, oléagineux,

aliments du bétail ou betterave à sucre.

Des laiteries adoptent ce schéma, c'est le cas de laiterie Soummam ou des laiteries privées dans le Haut-Chélif.

On aimerait qu'un Slimane Othmani donne ainsi un "coup de pouce" à la production locale d'agrumes et d'abricots au lieu de ne compter que sur le concentré de jus made in Brazil.

PROTEGER LES MARGES DES AGRICULTEURS

Certes, les entreprises agro-alimentaires souhaitent, en général, assurer leur approvisionnement et améliorer leur marge financière, Aussi, à côté de cette démarche, le développement de coopératives paysannes permettant la collecte, la transformation et la distribution des produits agricoles est indispensable. Les pouvoirs publics ont un rôle fondamental/ Ils peuvent accélérer ce processus par des mécanismes, financiers, juridiques, fiscaux et en aidant à former à la gestion les cadres paysans.

Un ambassadeur à la laiterie.

Le PDG de Soummam reçoit l'ambassadeur des Pays-Bas

Le PDG de Soummam reçoit l'ambassadeur des Pays-Bas

juillet 26, 2017 Kenzi Adam 2 Commentaires

<https://www.algeriepatiotique.com/2017/07/26/pdg-de-soummam-recoit-lambassadeur-pays-bas/>

Ce type de coopération est intéressant. Il ne faut oublier cependant les potentialités locales. De nombreux chercheurs algériens ont montré qu'avec l'orge ou la paille, on peut ajouter de l'urée. On enrichit ainsi les grains ou les paille en azote. On peut également donner du mono-ammonium phosphate aux ruminants comme complément azoté. Il s'agit d'un engrais largement disponible localement. Autre idée, développée par les agronomes tunisiens: fabriquer des bouchons de grignons d'olives en remplacement des bouchons de luzerne importé (Voir les articles de Mr Ben Salem H. sur internet).

Ces mêmes chercheurs montrent que beaucoup d'arbustes locaux contiennent des tanins ou des saponines qui, à petite dose, permettent d'améliorer l'efficacité des aliments concentrés qu'on donne aux moutons et vaches. Investisseurs nationaux, il y a un business halal à faire. positionnez vous sur ces créneaux. Djamel BELAID. Ingénieur agronome.

1 – DES LAITERIES DYNAMIQUES

Dans la région de Constantine, Mr Lounes Hamitouche a développé une stratégie pour aider et fidéliser les éleveurs qui lui livrent du lait. Il met à leur disposition

des enrubanneuses, machines modernes pour récolter les fourrages sous forme de balles rondes enrubannées. L'enrubannage permet de conserver plus longtemps la qualité des fourrages dans de meilleures conditions. D'autres laiteries privées dans la région du Chélif développent des trésors d'ingéniosité afin de fidéliser les éleveurs: avance sur trésorerie, fourniture d'aliments du bétail, soins vétérinaires gratuits, aide pour remplir la paperasse, ... On comprend cette agitation quand on sait que le lait frais est un véritable « or blanc ». C'est ce que fait d'ailleurs Groupe Benamor avec le blé dur et la tomate industrielle

2 – S'INSPIRER DU MODELE LAIT

Les pouvoirs publics pourraient s'inspirer de ce cas d'école pour les autres productions agricoles. Le message des autorités envers le secteur de la transformation des produits agricoles pourrait être le suivant: » je vous donne l'accès à un marché de 40 millions de consommateurs mais à la conditions de progressivement réduire l'importation de matières premières ». Comment? En vous tournant vers les producteurs locaux. En recrutant des techniciens d'appui technique qui tournent sur les exploitations. Ce modèle est développé par nos voisins sous le nom de « d'agrégation » ou de « contractualisation ».

Djamel BELAID Ingénieur agronome.